

Affaires urbaines

● (1650)

Ce qu'on fait de notre argent, de l'argent des contribuables, on démolit des maisons qui semblent encore assez bonnes, plutôt de les réparer. On les démolit, et on bâtit des gratte-ciel de 25, 30 ou 40 étages, contenant des petites chambres de 8 pieds sur 9, ou de 9 pieds sur 12. Quant aux fenêtres, souvent il n'y en a qu'une, et souvent il n'y en a pas du tout, parce qu'on ne parvient pas à trouver où la percer.

On voit cela à Toronto et dans le centre-ville de Montréal et de Winnipeg. En passant, je dirai que les financiers de Montréal qui ont réussi à mettre sur pied une entreprise financée par le programme de rénovation urbaine, la Société centrale d'hypothèques et de logement, ou l'organisme de rénovation urbaine fédéral-provincial, ont fait démolir des maisons en très bon état sur le boulevard Dorchester à Montréal, monsieur le président. Vous êtes de cet endroit, donc vous le savez vous-même. Ce qu'on fait de ces maisons actuellement? Rien du tout. On attend les fonds, parce que les financiers propriétaires de ces terrains-là sont restés sans rien faire, parce que la ville de Montréal a changé d'idée. Ils sont restés inactifs, mais ils sont propriétaires de ces terrains. Que font-ils? Ils attendent que les prix montent. Ils attendent de pouvoir construire des gratte-ciel, afin de réaliser des profits. Et tout cela avec notre argent.

Il faut que cet état de choses cesse. Il faut d'abord, à mon sens, que la Société centrale d'hypothèques et de logement prenne le contrôle presque absolu des investissements. Je veux dire par là que les grandes sociétés financières, comme les banques, les compagnies de fiducie, parce que leur siège social étant situé en ville, comme c'est le cas pour le Montreal Trust et le Royal Trust, à Montréal, ou à Toronto, s'efforcent autant que possible de prêter de gros montants à de grosses villes.

Dans quelques années, nous en serons rendus comme New York l'est actuellement. Tout le monde a investi à New York. Les gens sont assez «caves» qu'ils vont tous rester à New York, entassés les uns contre les autres, si bien que si l'on sort dans la rue, on ne peut plus marcher car il y a trop de gens. On fait exactement la même chose à Montréal.

Il faudrait que le ministre, par l'entremise du gouvernement, et selon les lignes directrices financières qui lui ont été indiquées, interdise à la Société centrale d'hypothèques et de logement d'approuver des projets de ce genre, afin de protéger l'homme contre lui-même. Il ne faut pas qu'il y ait une agglomération tellement grande que demain on soit aux prises avec la pollution, et avec un tas d'autres problèmes.

Le ministre a dit tantôt qu'il y avait des problèmes d'égouts dans les villes, et je le comprends. Du train où vont les choses, ils ne peuvent qu'empirer. On investit tout en ville, et rien à la campagne. A la campagne, on avance un tas de prétextes. Pourtant on y trouve de l'air, de beaux terrains, de l'espace pour construire tout ce qu'on veut. Les gens peuvent y aménager des jardins, y cultiver des fleurs, et y vivre convenablement. Mais on apporte une foule d'objections. Est-ce que dans cette région tout le monde travaille? Est-ce que les emplois sont stables?

Je pense qu'on oublie qu'aujourd'hui il y a des automobiles qui permettent de franchir sans peine 25 ou 30 milles pour se rendre au travail. Monsieur le président, je suis d'accord que le ministre dépense 100 millions de dollars, parce que je pense que le ministre fait des efforts extraordinaires pour sortir de l'impasse où le gouvernement se trouve actuellement dans le domaine de l'habitation.

[M. Beaudoin.]

J'espère qu'il continuera en ce sens, afin d'améliorer la situation du pauvre, pour qu'un jour celui-ci puisse obtenir une maison convenable à un prix raisonnable.

M. Claude Wagner (Saint-Hyacinthe): Monsieur le président, depuis que ce gouvernement minoritaire détient le pouvoir, nous avons eu l'occasion d'assister à plusieurs spectacles assez étranges à la Chambre. Parfois c'était drôle, parfois c'était même fascinant. Aujourd'hui, nous sommes encore une fois choqués car, l'opposition officielle, au nom des Canadiens, indique au gouvernement qu'il a tort de gaspiller une somme de 100 millions de dollars. Il y a déjà quelques semaines, l'opposition réunie donnait son assentiment à cette critique contre le gouvernement.

Il y a quelques instants, on entendait l'honorable député d'Oshawa-Whitby (M. Broadbent) qui avait lui-même vertement critiqué le gouvernement. Parlant aujourd'hui au nom de son parti, il revient sur ses positions et annonce que, malgré tout, il trouvera le moyen d'accrocher son vote de confiance ce soir au gouvernement en disant: Attendez à la présentation du budget, à ce moment-là, remarquez bien comment nous voterons.

Voilà une autre pirouette de clown à laquelle nous sommes habitués, mais à laquelle le peuple canadien ne s'habitue pas. Lorsque les députés voteront ce soir, évidemment, il s'élèvera à la Chambre un immense éclat de rire, dont l'écho se répercutera à travers le Canada. Ces gens auront, eux aussi, comme le gouvernement, perdu la confiance du peuple canadien. Nous avons eu également droit à un spectacle du ministre d'État chargé des Affaires urbaines (M. Basford) qui est d'un commerce agréable, bon garçon, et pour lequel nous éprouvons particulièrement aujourd'hui beaucoup de sympathie. On a senti qu'il était visiblement gêné, mal à l'aise, troublé, et pour cause, face à la mission presque impossible de proposer au Parlement une politique qui n'existait pas, de justifier devant le Parlement des activités d'un gouvernement qui, dans le domaine particulier de l'inflation, a échoué complètement.

Monsieur le président, j'ai été frappé, dès le début, d'entendre le ministre se plaindre en ces termes: Ce n'est pas le gouvernement qui comprend rien, ce n'est pas le gouvernement qui fait fausse route. Il explique que tout cela dépend de la méprise et de l'ignorance de la presse et de l'opposition. Selon le ministre, c'est la presse et l'opposition qui n'ont pas compris les grandes œuvres prévues par le gouvernement, et seul le gouvernement a le pas, tous les autres marchent de travers.

Monsieur le président, depuis quelque temps on s'était habitué à ce comportement du gouvernement, à ces tiraillements. On a encore eu une preuve aujourd'hui, durant la période des questions orales, de ces divisions intestines, de ces gestes d'un cabinet qui fait fi de la solidarité des ministres, lesquels tirent à hue et à dia. On s'habitue à cela! Mais, aujourd'hui, il y a plus. Le ministre, en avouant son incapacité de résoudre les problèmes d'habitation du pays, ajoute son nom à la liste des autres ministres qui ont avoué et confessé leur échec dans le domaine des transports, des communications, de l'énergie.

Monsieur le président, on a entendu des confessions assez sensationnelles depuis quelque temps. Les gens ont libéré leur conscience, ils ont épanché leurs sentiments, ils ont avoué à la face du pays qu'ils n'avaient pas pu régler les problèmes, qu'ils n'avaient pas les outils ni les pouvoirs nécessaires et, si l'on constate un échec depuis 1968, il ne faut pas leur en tenir rigueur. Cette situation me rappelle ce qu'on a vu en URSS à un certain moment, après la mort de Staline, où tout le monde disait à la population: Pardon-